

[Text]

\$100 est déposé à la Caisse, c'est donc un montant perdu pour la banque située tout près; par le fait même, c'est un concurrent. Mais si vous envisagez le problème sur une période de temps assez longue vous constaterez que la Caisse populaire, qui est une institution d'épargnes pour les petites gens, et dont le but est de les amener à épargner, à économiser, etc., est un facteur de formation économique et sociale, et répartit une certaine prospérité dont les banques vont bénéficier de façon indirecte. Et pour nous, les Caisses populaires sont bien plus un organisme qui vient compléter le système financier et bancaire qu'un organisme qui vient en concurrence. Et d'ailleurs, si vous consultez les chiffres, et vous les connaissez, les chiffres d'expansion des banques et des Caisses populaires, j'ai l'impression que celles-ci n'ont pas nuï tellement aux banques dans leur développement.

Le président: Monsieur Morin?

M. Morin: Monsieur le président, j'aimerais essayer de répondre un peu mieux que tantôt; nous vous parions de 2,500 mille membres et de deux milliards d'épargnes; c'est là, la somme de 1,500 organismes. En fait, il n'y a aucun organisme qui réunit tout cela ensemble; c'est uniquement une association d'entreprises autonomes.

Le président: Alors, voici, monsieur Morin. Je suis familier moi aussi avec le système des Caisses populaires, parce que j'ai peut-être rencontré M. Émile Girardin bien avant vous, sans doute à cause de mon âge. Je l'ai rencontré alors qu'il était principal de l'école Olier et qu'il allait faire son travail d'expansion des Caisses populaires dans l'Abitibi pendant ses vacances estivales. Alors, j'ai une certaine notion des Caisses populaires et des banques aussi, parce que j'ai déjà été un employé de banque.

Alors, ma deuxième question, messieurs, est celle-ci: ne croyez-vous pas que le fait d'admettre des réserves semblables à celles qui sont admises dans le cas des institutions bancaires est raisonnable, compte tenu de cette concurrence, même si votre constitution est différente?

M. Morin: Nous n'avons pas demandé de réserves additionnelles à celles qui sont offertes aux banques, monsieur le président.

Le président: Très bien. Mais, si la proposition permettant aux Caisses populaires d'avoir accès à ces réserves était adoptée par le Parlement, car, en fin de compte, nous devons toujours avoir cela à l'esprit.

[Interpretation]

populaire is an amount lost to the nearby bank because of the fact that it is a competitor. But if we look at that on a long-term basis, the Caisse populaire is a savings institution for people who have less income, who have to learn to save. It is a good economic and social training factor and disperses a certain prosperity which is beneficial to banks indirectly. And in our case, the Caisse populaire are more institutions that are complementary to the financial and banking system than an institution whose goal is to compete with banks. In fact, if you look at data concerning bank expansion, we did not harm the banks in their expansion.

The Chairman: Mr. Morin.

Mr. Morin: I would like to give you a better answer this time. We are talking about 2.5 million members and \$2.5 billion of savings. That is the total amount of 1500 institutions. It does not belong to one organization but to a group of organizations. That is, no one organization alone can claim all that.

The Chairman: I am well informed on the subject of the *Caisse populaire*. As I am older, I met Mr. Emile Girardin many years ago when he was still a school principal in Olier and was working in the Abitibi region during the summer. Also I have a good idea of what they are and I know what banks are too because I have worked in a bank before.

My second question is the following. Do you think that having reserves similar to the bank reserves is a good thing even if your constitution is different?

Mr. Morin: We did not ask for supplementary reserves, Mr. President.

The Chairman: Very well. Yes, that is right but there is a proposal according to which you would have access to these reserves. This would be adopted by Parliament. We still have to think that the tax reforms proposed are just proposals.